

durée de vie des produits, il s'agit d'obtenir un revenu maximum des produits nouveaux au plus vite. Il devient donc nécessaire pour toutes ces raisons d'avoir le marché le plus vaste possible (d'où la mondialisation) - plus vaste sans aucun doute que l'un quelconque des différents marchés nationaux d'Europe.

Pourtant les secteurs à technologie de pointe sont encore très compartimentés en Europe, avec des champions nationaux protégés de la concurrence internationale ou intra-communautaire. Citons au premier chef les télécommunications, la production d'électricité, l'électronique de défense - secteurs ayant précisément des relations douillettes avec les acheteurs du secteur public. Quant à l'électronique grand public, à l'informatique familiale, etc. leurs marchés sont en règle générale plus ouverts, plus concurrentiels, avec toutefois des barrières opposées aux importations japonaises.

Une restructuration massive a déjà commencé dans ces secteurs, en partie pour faire face à l'échéance de 1992 - qui menace toute entreprise d'une nouvelle concurrence sur son marché national mais lui offre aussi de nouvelles chances d'expansion à l'extérieur - mais plus encore à cause des coûts R-D qui montent sans cesse et de la croissance médiocre sur les principaux marchés nationaux.

- + Dans les télécommunications, la fusion Alcatel/ITT a créé en 1986 le groupe de télécommunications le plus important en Europe, et le deuxième dans le monde après AT&T seulement. Entre-temps, des entreprises de pays tiers se sont glissées là où l'occasion se présentait: Ericsson en France, Northern Telecom en Grande-Bretagne, AT&T en Italie.
- + Dans le secteur de la production d'électricité, la fusion en 1987 de deux géants établis dans l'AELE, soit le suédois Asea et le suisse Brown Boveri, a donné le groupe le plus fort au monde dans ce domaine. Ainsi s'est déclenchée toute une série de restructurations et de réalignements dans cette industrie. Tandis que le nouveau groupe ABB, déjà puissant en Allemagne fédérale, a encore renforcé sa position ailleurs dans la Communauté par de nouvelles acquisitions (en Espagne, en Italie, au Portugal et au Royaume-Uni), Alsthom de France et GEC de Grande-Bretagne ont répliqué en mettant en commun leurs capacités de production d'électricité dans une entreprise à capital paritaire qui fera d'eux les premiers en Europe, sinon dans le monde, devant ABB.
- + Quant au secteur de l'électronique de défense, longtemps resté en marge des restructurations pour raisons politiques, il a été secoué lui aussi par l'attaque de GEC/Siemens sur Plessey. Soudain la rumeur publique s'intéresse aux possibilités d'alliance entre les grands de la défense et de l'espace (Thomson, Matra et l'Aérospatiale de France, British Aerospace, le nouveau géant allemand Daimler/MBB). Comme le déclarait un dirigeant français d'Aérospatiale: "Une chose est sûre, une restructuration majeure va avoir lieu dans l'industrie européenne de défense et les industries associées, et elle aura lieu bientôt."

Dans ces secteurs comme ailleurs, le processus de restructuration va déclencher une réaction en chaîne, car chaque événement majeur (ABB, Daimler/MBB) déstabilise l'équilibre de la concurrence et précipite de nouveaux regroupements ou d'autres réorganisations.

Si les conditions de la concurrence diffèrent beaucoup d'un secteur à l'autre, il en est de même pour les motifs de restructuration. Dans l'industrie à forte intensité de capital des produits chimiques de base, les sociétés repensent leur position pour se concentrer sur les séries de produits qui sont leur point fort ou bien unissent leurs forces pour réduire leur capacité excédentaire en rationalisant. Dans l'industrie alimentaire, où les économies d'échelle se trouvent dans le marketing plutôt que dans les coûts de production, la motivation commerciale est le plus souvent d'acheter une part du marché dans les autres pays de la Communauté. Dans l'industrie automobile, l'ajustement structurel est paralysé par la présence de six fabricants au volume pratiquement égal (Volkswagen, Fiat, PSA, Ford, GM et Renault) avec le "Japon" en septième position - chacun d'eux ayant une part de marché comprise entre 10 et 14 %. Les fusions pures et simples ont (jusqu'à présent) été bloquées, mais les sociétés en participation prolifèrent, ainsi que diverses formes de collaboration.

Malgré ces variantes, de grandes lignes se dégagent déjà:

- + Comme on l'a déjà constaté, on observe un effort général pour recentrer les activités autour d'un noyau central - en réaction contre les stratégies de diversification des